

# le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ;	DECEMBRE 1969 — 7 <sup>me</sup> ANNEE — N° 71	Le numéro
	* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ;	Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B. Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
	* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert C.G.P. 2202 22 MARSEILLE

## Un seul but réaliste : LA REVOLUTION

La situation de la classe ouvrière ne cesse de s'aggraver. Pour se défendre contre l'offensive patronale, les salariés sont contraints à la grève et le seront toujours d'avantage au fur et à mesure que se réalisera le programme gouvernemental d'« austerité ».

Nous sommes pourtant persuadés que la plupart des ouvriers ne savent pas pourquoi ils en sont là. Rares sont ceux qui se souviennent des promesses qui leur ont été faites il y a vingt-cinq ans par les mêmes chefs politiques et syndicaux dont ils continuent à suivre les directives et à accepter les « explications ». Encore moins nombreux sont ceux qui songent à comparer ces promesses avec ce qu'il est advenu d'elles, à confronter la réalité d'aujourd'hui avec les « lendemains qui chantent » annoncés hier, à comprendre pourquoi et à cause de quoi les conditions dans lesquelles la classe ouvrière est obligée de se battre sont plus mauvaises que jamais.

Revenons donc vingt-cinq ans en arrière, aux ruines encore fumantes de la seconde guerre mondiale, qui avait coûté la bagatelle de quelques dizaines de millions de vies humaines. Que disaient alors les opportunistes et notamment le parti qui avait encore s'appeler « communiste » après avoir trempé jusqu'au cou dans le sang des prolétaires entremassacrés au nom de la patrie et de la liberté bourgeoises ?

Ils disaient d'abord que la défaite militaire du fascisme allait faire lever dans tous les pays une aube radieuse de liberté et de bien-être. Qu'ont répondu les faits durant ces vingt-cinq années ? Que le sort fait à la classe ouvrière par la démocratie « reconquise » la contraignait à la lutte et que, dans cette lutte, l'Etat démocratique savait manier la répression avec autant d'habileté et d'énergie que l'Etat fasciste. Que les C.R.S. valent les gardes-mobiles d'antan, que l'arsenal juridique actuel (qui prolonge la « garde à vue », incarcère des jeunes pour « brutalité » envers des forces de police bardées de cuirasses et hérissées de matraques, substitue le policier au juge d'instruction) sait parfaitement accommoder l'arbitraire de fait à la légalité de droit. Que le « droit de grève » inscrit en lettres d'or dans les constitutions qui se succèdent comme les couches de peinture sur un même fronton, n'est valable que pour les grèves inoffensives, sans piquets de grève et avec complète « liberté de travail » pour les jeunes recrutés par le patron ; et que, lorsqu'il s'agit de quelque chose de sérieux, comme à Montbéliard ou à Flins en juin 1968, les C. R. S. font dégager les lieux. Qu'en somme le « retour à la démocratie », c'est la répression bourgeoise enrichie des moyens et de l'expérience répressive du fascisme, avec des forces de po-

lice équipées comme des troupes en campagne et animées d'une haine soigneusement entretenue contre quiconque trouble l'« ordre ».

Ce qui se passe actuellement en Italie, par exemple, donne toute la mesure de cette répression « démocratique ». Là-bas, c'est ouvertement et sur ordre que la police tire sur les manifestants, et c'est au nombre de 10.000 que s'élèvent les arrestations pour faits de grève ! La situation sociale en Italie est plus tendue qu'en France, il est vrai, puisque l'enjeu des grèves actuelles — la signature des conventions collectives — engage l'ensemble des catégories concernées à l'échelle nationale. Mais là-bas comme ici, le fond de la question reste le même : le matraquage systématique est la fonction principale de la police « démocratique ».

Dans la décomposition du mouvement communiste international, nous n'étions plus qu'une poignée d'indéfectibles à répéter en vain aux ouvriers, il y a vingt-cinq ans : l'Etat démocratique, tout autant que l'Etat fasciste, est l'instrument de la dictature du Capital ; il n'y a pas à choisir entre l'un ou l'autre, il faut les abattre tous les deux !

A la fin du dernier carnage mondial, l'opportunisme, fidèle à sa traditionnelle trilogie mensongère, n'avait pas seulement promis le « bien-être » et la « liberté », mais aussi la paix : avec la défaite du fascisme tout risque de guerre devait disparaître, puisque c'était lui qui en était le seul responsable ! En réponse, durant ces vingt-cinq ans, le canon n'a pas cessé de tonner, de la Corée à l'Indochine, du Vietnam au Moyen-Orient, du Biafra à l'Amérique latine, et bientôt, si le prolétariat n'intervient pas, il tonnera dans les régions superindustrialisées de l'Europe et de l'Amérique

où se prépare un troisième conflit mondial.

Cette prévision, nous l'avions faite également alors que le monde baignait encore dans l'euphorie de la victoire antifasciste. La guerre, disions-nous, est une conséquence inéluctable du mode de production capitaliste et il n'est pas possible de l'éviter tant que le capitalisme reste debout ; ce n'est pas le fascisme, mais le capitalisme dans son ensemble qui provoque les guerres destinées à détruire périodiquement des masses énormes de marchandises et d'hommes afin de remettre en marche le cycle infernal de l'exploitation du travail humain par le capital. Le capitalisme est tout aussi impérialiste et belliciste dans sa for-

(Suite en page 4)

## Les grandes manœuvres policières

Arrestations préventives « illégales », quadrillage policier systématique de la capitale et des principales villes de province, bastonnades et arrestations massives de manifestants « potentiels » (jeunes, parce qu'ils sont jeunes, justement ; promeneurs, parce qu'ils rencontrent le service d'ordre ; badauds, parce qu'ils le regardent ; ménagères et touristes parce qu'ils passent par là) : toute la presse a relaté les grandes manœuvres policières de M. Marcellin, honorable ministre de la très démocratique république française.

Et tout cela pour réprimer quoi, au juste ? Une tentative d'insurrection, une dangereuse manifestation du prolétariat menaçant l'ordre capitaliste ? Allons donc ! Une très démocratique et très pacifiste démonstration populaire (le P. C. F. en était, c'est une garantie) de réprobation à l'égard de la politique américaine d'écrasement systématique de tout un peuple par les moyens militaires modernes que lui fournit la puissance économique inégalée des Etats-Unis.

En somme, il suffit qu'une fraction de l'opinion publique s'aperçoive que les U. S. A., phare du monde libre comme chacun sait, emploient à leur tour (mais avec une hypocrisie répugnante en supplément) les moyens de la guerre totale chère aux nazis, pour que l'Etat républicain français, héritier des immortels principes de la démocratie bourgeoise et co-vainqueur de la barbarie fasciste, ne trouve d'autre réponse que la matraque d'une police spécialement entraînée à cet emploi. Et, notez-le bien, l'Etat démocratique français a une diplomatie des plus généreuses : il donne même assez volontiers dans le rôle de charognard : un sourire aux Biafrais, une promesse d'aide au Vietnam du Nord lorsqu'il lui faudra relever ses ruines !

L'Etat a ses flics, il les montre, il s'en sert : il est là pour ça. « Maladresse ! » s'écrie toute une partie de l'opinion bourgeoise libérale, qui a sa manière à elle de défendre l'ordre bourgeois. Peut-être, et tant mieux si c'est vrai. Mais l'Etat est contraint aujourd'hui de montrer sa force, et de la montrer avant tout aux couches moyennes travaillées par la crise qui s'avance : paysans, petits commerçants et jusqu'à ces intellectuels qui fournissent justement les cadres de l'Etat. Face à l'agitation qui les gagne, l'Etat tente de réagir en tapant du poing pour rassembler autour de lui les partisans de l'ordre et effrayer les autres.

(Suite en page 4)

## Les nouvelles voies de la Paix

Il suffira que la " nouvelle " Allemagne social-démocrate dirigée par Brandt s'ouvre davantage à l'Est (le nouveau chancelier n'a-t-il pas déjà affirmé, au grand scandale des démocrates-chrétiens, qu'« il existe deux Etats allemands » et que la Pologne doit être « sûre de ses frontières » ?) pour que se développent les affaires entre l'Allemagne fédérale et l'Europe de l'Est. Et les affaires entraîneront de nouvelles concessions, sans doute réciproques, qui permettront d'élargir encore les affaires...

En réalité, l'assouplissement actuel de la diplomatie allemande est commandé par la nécessité impérieuse de trouver de nouveaux marchés, et le chancelier social-démocrate n'est que le porte-parole officiel de l'industrie. C'est tellement évident, que même le ministre des Affaires étrangères polonais s'en est rendu compte... pour s'en réjouir bien entendu. « Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que commerçants et industriels ouvrent la voie aux hommes d'Etat. »

La nouvelle politique social-démocrate est digne héritière de la "Realpolitik" : d'abord les affaires, les négociations politiques suivront. Les affaires gouvernent le monde, en effet (et derrière ces affaires, comme l'a découvert ce pénétrant ministre "socialiste" polonais, se tiennent les commerçants et industriels capitalistes) ; ce sont elles qui, de temps à autre, créent un "climat nouveau", renforcent les "amitiés traditionnelles", cimentent la "fraternité entre les peuples" ; elles sont à la base, en somme, de la merveilleuse idylle qui règne partout dans le monde contemporain.

Aussi, notre ministre "socialiste" n'a-t-il pas hésité à souligner, à la télévision allemande, le « nouveau climat qui règne entre Varsovie et Bonn ». Les négociations, en effet, s'intensifient ; en octobre, deux délégations polonaises sont arrivées à Bonn, l'une pour signer un accord technico-scientifique, l'autre pour visiter, sous la direction éclairée d'Ostrowski, ministre du commerce polonais, les plus modernes entreprises allemandes, hier encore "revanchardes", mais qui sont désormais dignes de servir de modèles aux entreprises "socialistes" polonaises puisqu'elles sont de si merveilleuses machines à faire des affaires...

renwerk, "progressiste" comme chacun sait.

Verrons-nous, avec le pétrole, une réédition des bonnes affaires "socialistes" réalisées sur le sucre cubain, c'est-à-dire la Russie acheter le pétrole au Moyen-Orient à des prix de faveur et le revendre en Occident légèrement au-dessous du prix du marché mondial ?

\*\*

Les voies du commerce sont infinies. Les "communistes" russes, les "socialistes" polonais, les "social-démocrates" allemands ont en elles une confiance aveugle et sont plus que jamais disposés à permettre aux industriels et aux bureaucrates de l'Est, leurs compères, de s'enrichir, et au système capitaliste de l'Est comme de l'Ouest d'asservir le prolétariat mondial au développement des affaires... Mais attention, tous ces messieurs ne sont pas de vulgaires industriels ou commerçants. C'est seulement pour le bien de la paix et de la coexistence pacifique qu'ils se transforment en opôtres des bonnes affaires !

Sinistres pantins ! Le marxisme a montré depuis fort longtemps et deux guerres mondiales devraient avoir suffisamment prouvé à l'humanité que plus la production se développe, plus la concurrence s'aiguise sur le marché mondial. Plus les affaires se développent et plus le monde bourgeois court rapidement à la guerre impérialiste, à la guerre pour la domination des marchés.

## A NOS LECTEURS

Ce numéro de décembre est, comme nous l'avons annoncé dans notre numéro précédent, le dernier de notre série mensuelle. A partir de janvier 1970, LE PROLETAIRE deviendra bi-mensuel et SYNDICAT DE CLASSE, notre supplément syndical, sera inclus dans le numéro du milieu du mois, tout en continuant à être diffusé dans les entreprises sur une feuille recto-verso séparée.

Lecteurs, sympathisants, cette modeste extension de notre presse restera sans effet si elle ne s'accompagne pas d'un élargissement de sa diffusion, auquel vous pouvez et vous devez participer. Il faut aussi que nos moyens financiers s'accroissent. Aussi,

PRENEZ CONTACT AVEC NOS MILITANTS, PARTICIPEZ A LA DIFFUSION DU " PROLETAIRE " ET DE " SYNDICAT DE CLASSE ", SOUSCRIVEZ A NOTRE PRESSE, ABONNEZ-VOUS !

### NOUVEAU TARIF DES ABONNEMENTS

" LE PROLETAIRE " et " SYNDICAT DE CLASSE " :

1 an (22 numéros) ..... 10 F — 100 FB

6 mois (11 numéros) ..... 5 F — 50 FB

(sous pli fermé : 1 an, 15 F — 6 mois, 7,50 F)

PROGRAMME COMMUNISTE :

1 an (4 numéros) : 15 F — 150 FB

Abonnement combiné PROGRAMME COMMUNISTE-LE PROLETAIRE :

1 an : 25 F — 250 FB

### PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Samedi 13 décembre, de 15 h. à 19 h. 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry (X<sup>e</sup>).

● A MARSEILLE : Samedi 13 décembre, de 15 h. à 19 h. 30, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

## DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

# La C. G. T. se saborde au nom de "l'Unité"

Parmi les différents syndicats d'enseignants, celui de l'Enseignement technique est le seul à ne pas adhérer à la Fédération nationale et le seul affilié à une GRANDE CENTRALE OUVRIÈRE : la C.G.T. Etait, devrions-nous dire ; pour des raisons que nous indiquerons plus loin, il réclame d'être à son tour admis à la F.E.N.

C'est en 1948, lors de la scission syndicale qui donna naissance, d'une part à C.G.T.-FORCE OUVRIÈRE, organisation des réformistes chevronnés groupés autour de Léon Jouhaux, d'autre part à la C.G.T. tout court sous obédience stalinienne, que la F.E.N. opta pour L'AUTONOMIE, dans le but, disaient ses dirigeants, de conserver sa propre unité.

La suite devait montrer que cette unité avait essentiellement pour but la défense d'intérêts étroitement corporatistes et des privilèges des enseignants, la F. E. N. devenant "l'interlocuteur valable" privilégié du ministère. Cette "autonomie" satisfaisait l'ambition d'un certain nombre de ténors, de mandarins, venus de la plupart de la bureaucratie du Syndicat des instituteurs ; ceux-ci avaient conservé la nostalgie de la III<sup>e</sup> République où l'instituteur était, en face du curé et du châtelain, un "Monsieur", représentant local de la République "libérale".

Si, dans l'Enseignement technique, la scission n'eut pas lieu, et si les enseignants du technique demeurèrent en bloc à la C.G.T. — à leur corps défendant car leurs dirigeants souhaitaient la double appartenance — c'est parce que la plupart d'entre eux étaient à l'époque d'anciens ouvriers qui ne voulaient pas être séparés de leur classe : ce n'étaient pas des "cols blancs" d'origine.

Durant toute la période qui s'étend de 1948 à 1969, ce qui caractérise la politique de la direction du SNET-P-CGT, c'est sa ligne stalinienne. En raison de sa faiblesse, elle peut même se manifester comme "ultra-stalinienne", notamment lors de "l'Appel de Stockholm". Et conformément à sa ligne elle prône et recherche, inlassablement, l'unité. Mais avec qui ? Avec la classe ouvrière ? Avec les Agents (ouvriers de l'Education Nationale), qui sont eux aussi à la C.G.T. ? Non, bien sûr. Mais avec la F.E.N. Autonome, pour défendre "les intérêts de la corporation" ! Laquelle F.E.N. le prend de haut. Elle commence par créer un syndicat concurrent, résolument hostile à la C.G.T. Elle accepte quelquefois "l'unité d'action", pour finalement la refuser "parce que les enseignants ne voient plus la nécessité de changer de syndicat" !

Et pendant ce temps, malgré toutes ces rebuffades, tous ces affronts, toutes ces injures, la direction du SNET-P-CGT, stoïque, "tend la main", recherche l'unité à tout prix, autour du corporatisme. Le pire, c'est qu'elle s'en fait une gloire !

Ce qui devait arriver arriva. De nombreux enseignants arrivent dans l'Education Nationale. Ceux qui ont connu le syndicalisme ouvrier, les luttes ouvrières, la scission syndicale, se font de plus en plus rares. En même temps, la proportion des éléments issus de la classe ouvrière décroît. Promotion sociale : Les "Centres d'Apprentissage" deviennent des "Collèges d'Enseignement Technique", et il est moins honteux d'y enseigner (en fait ce changement d'appellation devait surtout servir à dorer la pilule aux petits-bourgeois contraints d'y envoyer leurs enfants, inutilisables ailleurs). Auprès de ces nouveaux enseignants, "l'unité à tout prix" devait porter ses fruits empoisonnés : de plus en plus ils adhèrent à la F.E.N., puisque c'est l'organisation la plus importante, celle qui représente l'unité de tous les enseignants ! Finalement le SNET-P-CGT est en perte de vitesse ; son influence et son nombre d'adhérents décroissent.

Le syndicat C.G.T. n'a donc pas joué son rôle, qui était d'introduire dans l'Education Nationale la lutte de classe, les traditions de lutte de la classe ouvrière, qui était de lutter sur la base des revendications ouvrières, de prôner l'unité ouvrière et non celle des enseignants, étroitement corporatiste.

Pris à son propre piège et s'affaiblissant, le SNET-P-CGT, au lieu de réviser son orientation, comme les luttes récentes de la classe ouvrière l'y invitaient, a décidé de se saborder. Mais pour partir en beauté, pour éviter d'être peu à peu grignoté, il propose la fusion des syndicats du technique en un grand syndicat adhérent à la F.E.N. Une des raisons avancées est que celle-ci se transforme actuellement, et que la tendance "Unité et Action", d'obédience essentiellement P.C.F., est en train d'y conquérir la majorité, comme elle l'a déjà fait dans les lycées et collèges. Ainsi, la tendance "cégétiste" serait renforcée à la F.E.N. et l'idyllique réunification générale au sommet (C.G.T.+F.O.+F.E.N.+X,Y,Z), en serait rapprochée d'autant. Il s'agit donc de se faire à son tour grignoter, à l'intérieur de la F.E.N. cette fois. Se sentant le plus fort, le syndicat de la F.E.N. a repoussé les propositions du SNET-P-CGT. Mais jusqu'à quand ?

Tout cela apparaît comme dérisoire et enfantin. Les problèmes réels ne sont évidemment pas posés : unité pour quoi et avec qui ? Certainement pas pour la lutte de classe et pour l'émancipation de la classe ouvrière, mais pour défendre les intérêts de la corporation, de "l'école" capitaliste, et pour être "l'interlocuteur valable" du ministre ; certainement pas avec la classe ouvrière, mais avec les moyens et petits-bourgeois enseignants. Et cela, malgré toutes les déclarations d'intention, la "phrase" qui reste, bien évidemment, lettre morte, mais qui permet de faire passer la pilule.

Autre problème : alors que l'on parle d'unité, cette disparition de la C.G.T. dans l'enseignement technique isolerait complètement les agents ouvriers de l'Education Nationale, qui n'auront plus aucun point d'appui parmi les enseignants. Belle unité en vérité que celle qui isole les ouvriers face à un patron commun !

Pour notre compte, malgré toutes les taxes dues à une orientation réformiste soigneusement entretenue par une direction stalinienne, nous sommes résolument opposés à la disparition du SNET-P-CGT, qui séparerait de la classe ouvrière le seul syndicat enseignant qui a encore quelque lien avec elle — lien le plus souvent symbolique, les dirigeants évitant soigneusement de mettre les adhérents en contact avec les unions locales.

Nous posons les problèmes réels : comment peut se réaliser une unité efficace, sinon sur la base des revendications essentielles de la classe ouvrière ? Nous récusons toute spécificité enseignante, qui ne peut aboutir qu'à un corporatisme petit-bourgeois. Nous refusons de résoudre "les problèmes de l'école" : c'est là un faux problème, qui ne peut qu'emmener les prolétaires sur une voie de garage. Ces problèmes, dans la société capitaliste, ne sont pas autre chose que l'adaptation de l'enseignement, technique surtout, aux péripéties de l'économie capitaliste. Il faut démasquer l'orientation réformiste et anti-ouvrière des dirigeants syndicaux. Il n'y a pas autre chose que la lutte de classe, guerre incessante. Si les enseignants veulent y participer, leur place est aux côtés des prolétaires, dans l'organisation syndicale des prolétaires. On objectera que la bureaucratie syndicale rend cette lutte impossible : comment pourra-t-elle se développer si l'on ne combat pas résolument les bonzes et leurs trahisons ?

# Limites et dégénérescence du syndicat

## L'IDEOLOGIE DU "SALAIRE EQUITABLE"

Le caractère de classe des luttes ouvrières immédiates, dont nous énumérons dans notre article précédent les principales conditions, ne peut être respecté dans le syndicat que dans la mesure où cet organisme est dirigé par des militants conscients des intérêts généraux du prolétariat. La position marxiste à ce sujet est bien connue : la conscience de classe ne peut exister de façon permanente que dans le parti du prolétariat. Mais cette position se heurte à toutes les conceptions qui se fondent sur la « souveraineté » et « l'indépendance » du syndicat pour prétendre que cet organisme est capable à lui seul de conduire à bien toutes les revendications ouvrières.

Sans aborder ici le côté historique de la question, et notamment l'importance de la tradition apolitique dans le mouvement syndical français, nous voudrions faire le procès de cette idéologie syndicaliste au travers de sa formulation la plus ancienne et la plus répandue.

Il est à peine nécessaire de dire que la plus élémentaire coalition de salariés implique une vue générale des rapports sociaux qui dépasse largement les buts immédiats de cette coalition. La simple histoire du mouvement syndical nous enseigne qu'il n'aurait jamais pu se constituer sans le secours d'une idéologie, et même d'une idéologie révolutionnaire. Mais toute idéologie est le produit d'une époque historique, tant en ce qui concerne ses rapports avec le niveau de développement économique que l'influence qu'elle exprime des traditions et partis politiques existants. Toute la querelle entre marxistes et syndicalistes peut tenir en cette question : la conscience générale de sa propre situation que la classe salariée peut atteindre est-elle un produit direct des conditions historiques dans lesquelles elle vit ou un produit dialectique, c'est-à-dire critique.

C'est l'histoire qui, ici encore, a déjà fourni la réponse en montrant que l'effort continu du prolétariat pour se constituer en classe a toujours été soumis à cette contradiction fondamentale : les catégories exploitées sont matériellement conduites à combattre les conséquences pratiques des principes de la société qui les exploite mais sans pouvoir toujours, de façon continue et générale, poursuivre ce combat sur le terrain de l'idéologie. Nous avons pu écrire, en une formule incisive et commode, que le prolétariat « naît révolutionnaire », en ce sens qu'à peine constitué en force homogène autour d'un programme politique il lui a fallu se dresser, les armes à la main, contre le pouvoir bourgeois. Mais la conscience de ce fait, c'est-à-dire son explication théorique scientifique, n'a le plus souvent été l'apanage que d'une minorité de la classe ouvrière. La masse des exploités s'est, elle, le plus souvent battue en se servant d'idéologies empruntées aux autres classes de la société et c'est au nom d'un concept bourgeois — le « droit au travail » — que les ouvriers parisiens de 1848 ont livré la première grande bataille historique du prolétariat.

La lutte des ouvriers pour des revendications immédiates, alors même qu'elle les mobilise contre les rapports de production existants, n'engendre donc pas automatiquement l'intelligence de leur nature réelle et, à plus forte raison, la conception d'autres rapports seuls capables d'émanciper le travail salarié. Dans ces conditions, toute idéologie qui se superpose à la lutte ouvrière sans s'inspirer de la condamnation scientifique des rapports de production bourgeois, accepte implicitement tous les principes et les supercheries derrière lesquels ces rapports dissimulent leur caractère. Nous n'en donnerons pour preuve qu'un mot d'ordre emprunté à la plus ancienne des idéologies syndicalistes, nous réservant ultérieurement de démontrer que toutes les autres tombent sous le coup de la même constatation.

L'opportunisme syndical, comme tout autre, n'est qu'un compromis entre les intérêts opposés des salariés et de la production capitaliste. Nous avons vu que ce compromis avait été relativement viable tout au long de la phase historique dite « libérale » de la domination du capital et il est normal que, durant cette phase, il soit apparu dans le plus ancien des pays capitalistes : l'Angleterre, où le trade-unionisme représenté par excellence la formule qui

prétend réaliser une juste répartition du produit entre classes exploiteuses et exploitées. Le mot d'ordre du « salaire équitable », formulé Outre-Manche sur la fin du siècle dernier, en est l'expression la plus suggestive.

Ce n'est pas sans intention bien arrêtée que nous avons commencé la présente étude par la dénonciation vigoureuse du salaire considéré comme une part du revenu national. Il s'agissait d'entrée de démasquer la réalité brutale d'un rapport d'échange, le salariat, que les idéologues de la bourgeoisie s'acharnent à dissimuler sous des images trompeuses et idylliques. Si, comme nous le démontrions, le salaire est le prix d'une marchandise déterminée, la force de travail, son montant s'établit dans le respect le plus strict des lois draconiennes de la production marchande, contre lesquelles sont impuissantes toutes les « équités », toutes les « justices » que d'innombrables réformateurs, au cours de décennies, ont voulu y introduire.

Ce n'est pas non plus par hasard que nous choisissons aujourd'hui comme cible cette vieille devise du « salaire équitable », parmi une demi-douzaine de semblables qui, du « salaire décent » à la « participation des travailleurs aux fruits de leur effort », ont prétendu depuis bientôt un siècle introduire la justice là où ne règne que la loi du plus fort. Le mot d'ordre trade-unioniste est né en effet dans la période d'or du mouvement syndical ; il en est en quelque sorte le produit naturel, l'ambition la plus honnête et non le fruit sordide de la corruption et de la dégénérescence de dirigeants traités à leur classe ; il constitue donc la meilleure preuve que, faute d'une théorie révolutionnaire, le mouvement et l'organisation des luttes ouvrières immédiates ne peuvent échapper à l'influence des idéologies de la classe ennemie ; il contient en un mot la condamnation irréfutable de toute prétention à l'émancipation ouvrière qui se fonderait sur le seul syndicat.

Le « salaire équitable », c'est en réalité le salaire moyen, tel qu'il résulte du développement de la productivité du travail d'une part, de la lutte de classe de l'autre. On peut admettre qu'il soit susceptible de progression, et paraisse ainsi représenter une répartition plus équitable du produit, dans la mesure où, le prix des objets manufacturés diminuant avec les progrès de la technique productive, la classe ouvrière est capable de lutter contre les tentatives capitalistes de ramener le salaire réel à son équivalent antérieur en produits de consommation et d'entretien des salariés. Ce qui est inacceptable, c'est la prétention de le garantir autrement que par la lutte, selon des critères humanitaires et moraux et non en fonction du rapport de force entre salariés et capitalistes.

Qu'importe le critère — dira le philistin — pourvu que le salaire augmente ! C'est précisément sur ce point que ce petit adjectif « d'équitable » se révèle être, non pas l'arme des ouvriers, mais celle du capital. La lutte revendicative, répétons-nous depuis le début, n'est efficace que si elle parvient à abolir la concurrence entre les salariés. Or « l'équité », qui ignore délibérément la concurrence en matière de rapports économiques et sociaux, capitule en fait dans ses trois grands domaines de manifestation précédemment énumérés. En voulant que le salaire soit déterminé par la

morale et non par l'économie, elle ferme les yeux sur la diminution croissante en fonction de la réduction des coûts de production qu'impose à chaque production nationale le développement du marché mondial : elle subit donc sans riposte la concurrence entre producteurs capitalistes. En évoquant l'équité et non les coalitions d'intérêts sociaux, elle s'incline devant les inégalités de la rétribution de la force de travail suivant sa valeur, puisqu'il est « équitable », selon les lois de la production marchande, que le travailleur qualifié soit mieux rétribué que le manoeuvre : elle antérine donc la concurrence entre ouvriers. Enfin, en érigeant en principe la justice et non la force, elle remplace la lutte de classe par l'arbitrage de l'Etat bourgeois, l'arme ouvrière de la grève par les discours parlementaires ; elle désarme le prolétariat tout entier dans la concurrence qui l'oppose à la classe capitaliste tout entière.

Dans cet échantillon d'idéologie trade-unioniste d'hier, le lecteur attentif reconnaîtra sans peine la souche initiale des mots d'ordre et positions qui sont monnaie courante dans les syndicats dégénérés d'aujourd'hui. Mais nous ne suivons la filière historique qui a conduit l'organisme ouvrier en cet état que pour déterminer les corps de doctrine qui l'ont assujéti au contrôle du capital et y opposer ceux qui, demain, pourront refaire de lui l'auxiliaire indispensable à la lutte révolutionnaire du prolétariat. En matière « d'idéologie », une ligne infranchissable de démarcation court tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, séparant ce qui a capitulé devant le capitalisme de ce qui lui résistera jusqu'à la victoire prolétarienne : en préciser le sens et les principaux aspects sera l'objet de notre prochain article.

## GUERRE DE RELIGIONS

Dans «Rouge» du 10 novembre, on peut lire, sous le titre "Attention les curés, l'A. J. S. arrive", une note vigoureuse s'indignant de la présence au sein de l'A. J. S. (organisation trotskyste rivale) ... de catholiques !

La chose prend tout son sel quand on connaît le nombre important... de protestants que compte «Rouge» de son côté. En effet, une part non négligeable du recrutement de l'ex-J. C. R. se fit dans les milieux huguenots et aujourd'hui encore c'est sous la bénédiction d'un pasteur gauchiste que «Rouge» réunit ses militants dans un temple de l'Est de la France !

Alors, parpaillots rouges et papistes de l'A. J. S., embrassez-vous sur les deux joues, frères que vous êtes pour l'amour de Dieu et de l'opportunisme !

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
1, 3 et 5, boulevard Schœlcher  
M A R S E I L L E (X<sup>me</sup>)

Distribué par les N. M. P. P.

**Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :**

**il programma comunista**  
journal bi-mensuel

et

**il sindacato rosso**  
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

# REUNION GENERALE DU PARTI

## I. — LES LUTTES SOCIALES EN ITALIE DEPUIS 1945 (Suite du précédent numéro)

### 1958-1968 : Reprise des luttes revendicatives

En 1958, lors de la récession américaine, on a en Italie un léger fléchissement de la croissance productive, qui se traduit immédiatement par un tour de vis pour les ouvriers : certaines entreprises ferment leurs portes ou modernisent leurs installations et beaucoup d'ouvriers licenciés vont grossir les rangs de l'armée de réserve. Mais fin 1959 on annonce un boom productif de grande portée. De fait, de 1959 à 1963, la production industrielle s'accroît sur un rythme encore jamais enregistré. Le nombre des ouvriers employés augmente considérablement et celui des chômeurs diminue de 5 à 600.000 unités. Dans ces conditions les luttes reprennent : de la fin 1959 à la fin 1960, toutes les catégories les plus importantes de l'industrie et des transports entrent en lutte lors du renouvellement des contrats de travail. En 1960, l'Etat intervient contre les travailleurs et, en juillet, à la suite de manifestations lancées contre le gouvernement (lequel serait allié jusqu'à menacer de dissoudre le Parlement et d'arrêter les députés) par les opportunistes, mais dans lesquelles s'exprime le profond mécontentement de la classe ouvrière, la police tire sur les manifestants à Modène et Reggio Emilia, arrête, bastonne et terrifie dans toute l'Italie.

En riposte, la C.G.I.L. ne va pas au-delà d'une grève générale de 15 minutes ! Les partis opportunistes renouvellent leur acte de foi en la Démocratie, et tout finit par un changement de gouvernement. Mais les luttes revendicatives, elles, ne s'arrêtent pas. La C.G.I.L. les continue et interdit surtout tout débouché politique en utilisant, comme les partis opportunistes, le boom productif pour vanter les beautés du " progrès social " dans la paix et la démocratie.

Dans cette période, les fondements de l'action revendicative de la C.G.I.L. sont les suivants :

- 1) Salaires liés à la productivité du travail ;
- 2) Augmentation non du salaire de base, mais des primes (rémuné-

### La situation actuelle : Conclusions

Ce processus de désagrégation est en cours. Il continuera et s'approfondira car il correspond à une situation internationale qui entraîne inexorablement le capitalisme vers la crise mondiale de surproduction. Les ouvriers seront contraints de conduire des luttes toujours plus dures, qui les opposeront toujours plus directement à l'appareil d'Etat bourgeois ; ces luttes développeront leurs potentialités révolutionnaires ; elles leur permettront de secouer le joug des partis opportunistes et de sortir de l'impasse du spontanéisme. Sur cette voie, les ouvriers rencontreront nécessairement le parti de classe qui lutte pour l'organisation révolutionnaire du prolétariat en travaillant dans les syndicats et en intervenant dans les luttes immédiates des ouvriers avec son programme politique. Surestimer la profondeur ou la maturité de ce processus serait tout aussi ruineux que de le sous-estimer ; nous soutenons simplement que le mouvement va dans ce sens et que l'histoire des luttes sociales en Italie l'indique clairement. Résumons les principales étapes qui conduisent à la situation actuelle et l'éclaircissent :

1919 : Point culminant des luttes

## SOUSCRIPTION PERMANENTE 1969

### LISTE N° 10

Pierre, soutien, 10 ; Bernard, soutien, 10 ; R. et R., 40 ; Rosa, 150 ; Réunion régionale Lyon, 427,90 ; A boulets rouges sur la bourgeoisie, 7,80 ; André, 50 ; Salut aux Touaregs, 10 ; Salut à Catherine, 10 ; S., 20 ; Lucien, 22 ; Paul, 10 ; Paris section, 219 ; Balila, 10 ; Mario, 10 ; Coradini, 20 ; Réunion publique Paris, 160 ; Rino pour Le Mans, 100 ; Jean Claude, 30 ; Japy - Béziers, 7.

Total liste n° 10. 1.323,70 F

Total précédent. 14.402,65 F

Total général ... 15.726,35 F

ration aux pièces, tarif des heures supplémentaires, primes de production, etc...) ;

3) Défense de l'aristocratie ouvrière par le recours aux augmentations de salaire en pourcentage et la création de nouvelles qualifications spéciales ;

4) Lutte " articulée ", entreprise par entreprise, sous prétexte d'arracher le maximum d'avantages aux entreprises les plus favorisées par le boom productif ;

5) Réduction limitée de la durée du travail, d'ailleurs annulée par les heures supplémentaires.

Il est clair qu'une semblable politique, associée à des formes de lutte privées de toute force (grèves au compte-goutte, grèves d'entreprise, avec préavis, non organisées, etc.) favorisent objectivement le patronat et réduisent au minimum les résultats de la lutte ouvrière d'un point de vue immédiat. Mais la reprise de la lutte entraîne toutefois un résultat à plus long terme : les premières lésions apparaissent dans les partis opportunistes et les directions syndicales commencent à être critiquées par les ouvriers les plus combattifs.

Lorsqu'en 1963 le boom s'achève et commencent la crise et les licenciements qui ont pour conséquence une terrible aggravation de l'exploitation, ainsi qu'un blocage des salaires entraînant même une chute de leur pouvoir d'achat, les luttes revendicatives s'intensifient et la véritable nature anti-ouvrière des chefs syndicaux et politiques du prolétariat apparaît toujours plus clairement.

Désormais, les ouvriers subissent moins docilement la direction des opportunistes ; au moment de l'action, ils échappent souvent à leur contrôle et la rupture devient parfois évidente. L'organisation des vieux partis se désagrège ; des ailes gauches apparaissent, qui tentent de sauver ce qui peut l'être et de faire écran entre les masses et le Parti révolutionnaire : tel est le rôle que jouent le P.S.I.U.P., les pro-chinois et tous les petits groupes spontanés qui vivent à l'ombre du P. S. I. U. P.

sociales du premier après-guerre. Occupation des usines et grève générale. Tentatives, brisées par la social-démocratie, de parvenir à la solution politique révolutionnaire.

1919-1926 : Offensive fasciste et défense prolétarienne dirigée exclusivement par le Parti communiste ; la lutte est directement politique, même si elle se présente sous la forme d'une défense immédiate des conditions de vie des ouvriers.

1926-1945 : Dictature fasciste. Destruction physique des organisations ouvrières. Le stalinisme détruit le programme révolutionnaire, participe à la guerre et à la Résistance.

1945-1949 : La classe ouvrière est complètement dominée par l'opportunisme et s'ennivre de démocratie. Les ouvriers industriels restent passifs, même sur le terrain revendicatif. Les ouvriers agricoles se lancent dans des révoltes provoquées par le désespoir et la faim. On va vers la reprise productive et cela permet aux opportunistes de parler de possibilités " de progrès dans la paix et la démocratie ".

1949-1959 : La classe ouvrière est complètement passive. La production industrielle progresse à toute vapeur.

1959-1963 : En liaison avec le boom économique, les luttes revendicatives reprennent et intéressent tous les ouvriers industriels et agricoles.

1963-1969 : La crise ne marque pas la fin des luttes, qui s'intensifient au contraire. Les premières lésions apparaissent dans l'édifice des partis opportunistes. Les ailes gauches et les groupuscules apparaissent. Le système va vers la crise mondiale.

Après un vide de plus de trente années, la classe ouvrière est de nouveau en lutte. Les limites de cette reprise sont évidentes, mais elle n'en reste pas moins une reprise. Le Parti doit profiter de cette situation pour se lier toujours plus à la classe ouvrière, de manière à pouvoir réellement la diriger, dans un futur plus ou moins lointain, sur la voie de la révolution.

## II. — LES LUTTES SOCIALES EN FRANCE DEPUIS MAI-JUIN 1968

En septembre 1969, quinze mois après la grande agitation sociale de l'année précédente, les luttes ouvrières sont à nouveau réduites aux dimensions de grèves limitées de catégories ou d'entreprises isolées. L'autorité pratique et morale de l'opportunisme est rétablie. Le gaulisme a fait la preuve de son impuissance, après un bref apogée, sance et de sa division.

Faire le bilan des quinze mois écoulés, c'est donc revenir sur la nature et les perspectives de la crise de mai-juin et analyser les conditions dans lesquelles, d'une part l'opportunisme a pu liquider les séquelles de la grande grève, et d'autre part le gau-

### La nature de la crise de mai-juin 1968

Quand nous nous servons de l'expression « crise capitaliste », il doit être clair que ce terme est utilisé par nous dans son sens le plus large, dans celui qui lui donna notre courant politique, lorsqu'entre les deux guerres mondiales, il répondait aux propositions trotskystes en faveur de la création d'une *nouvelle Internationale* : « La renaissance du parti n'est possible que sur la base du marxisme révolutionnaire et dans la perspective de la *crise générale* du capitalisme ; c'est-à-dire sur les bases de la tradition communiste, de la lutte des classes et de la catastrophe économique du mode actuel de production ». Au cours de cette période historique, le capitalisme a connu de nombreuses manifestations de crise économique, mais grâce au fait que les *deux autres conditions* faisaient défaut, il a pu donner à ces contradictions sa propre solution de classe : la guerre impérialiste qui, pour une bonne vingtaine d'années, a aboli tout à la fois la saturation des marchés et la paralysie de la production, la combativité et l'unité du prolétariat, sa conscience de classe et son parti.

C'est en face de cette situation de triomphe et de rajeunissement apparent du capitalisme que les événements de mai-juin 1968 en France peuvent être considérés comme les prémices d'une future crise de ce mode de production. Mai-juin, après un boom économique éphémère, a créé une situation générale précaire qui a provoqué à terme la chute de De Gaulle, ralenti le processus de concentration, provoqué la spéculation monétaire, déséquilibré la balance des paiements, compromis la position de la production française sur le marché international, en un mot mis fin à la « prospérité », au « miracle gaulliste » et à la stabilité sociale du capitalisme français.

Les difficultés et les acrobaties politiques de l'opportunisme ouvrier sont elles aussi un signe avant-coureur de la crise générale du système : la façon brutale et cynique dont le P.C.F. et la C.G.T. ont dû liquider la grande grève de mai-juin est la conséquence directe de leur passage définitif au service de l'Etat bourgeois français en liaison directe avec leur réintégration dans la « communauté nationale », elle-même déterminée, pour une grande part, par l'effritement du fameux « bloc russe ». Le conflit sino-russe, la théorie du polycentrisme, les divergences entre P.C. à propos de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, ne sont que les expressions politiques d'un même phénomène capitaliste : l'apparition, dans le pseudo « camp socialiste » de plusieurs centres d'accumulation du capital en conflit latent avec le centre russe.

Si, sous ces deux aspects au moins, les événements de mai-juin 1968 constituent une des premières manifestations de la crise capitaliste à venir, il nous faut toutefois souligner que leurs manifestations sociales diverses n'expriment ni les intérêts, ni les buts du prolétariat. Le mouvement étudiant, qui fut à l'origine de la crise, a des pré-

chisme a avorté dans ses deux prétentions : la « mobilisation révolutionnaire » des masses et la conquête d'une influence appréciable chez les ouvriers.

Un tel bilan ne peut que confirmer notre conception de l'organisation politique du prolétariat, indispensable dans n'importe quelle crise sociale, mais qui, après une longue phase de contre-révolution, ne peut surgir, en tant qu'organisation puissante et influente dans la classe ouvrière, que comme produit de la *rupture* de la fraction la plus avancée de cette classe avec l'opportunisme et sur la base du *programme historique révolutionnaire* du prolétariat.

tentions révolutionnaires, il utilise des moyens d'action violents, mais c'est un mouvement *petit-bourgeois*, tant par sa base sociale que par son idéologie. Par ailleurs, la lutte des ouvriers, bien qu'elle ait imposé aux dirigeants syndicaux opportunistes le recours à l'arme traditionnelle de la grève générale, se limite à occuper les usines et accepte les négociations séparées avec le patronat, consentant ainsi à sacrifier toute la puissance sociale du mouvement à des avantages purement économiques et bien éphémères.

Cette attitude de la classe ouvrière ne peut s'expliquer par les lieux communs du « gaulisme », « crise de direction », « sclérose des partis traditionnels », etc... mais seulement par la réalité profonde des *illusions réformistes* d'un prolétariat accoutumé, depuis des dizaines d'années, à considérer la révolution comme une chose impossible. Elle pose le seul problème auquel toute perspective, en mai-juin comme dans n'importe quelle autre crise sociale, est liée : l'existence du parti de classe en tant que *force politique* agissant sur la base du programme communiste. Si on admet cette existence comme une nécessité absolue, le problème que stalinien et gauchistes débattaient en mai pour déterminer si la situation d'alors était ou non révolutionnaire, est un problème doublement mal posé. D'abord et avant tout, parce qu'il ne peut s'agir de révolution quand le prolétariat est

strictement subordonné aux directives de l'opportunisme politique et syndical. Ensuite, parce que l'existence de ce contrôle étroit des ouvriers par l'opportunisme et le fait qu'il ne rencontre aucune résistance sérieuse, prouve non seulement que les conditions *subjectives* de la révolution — l'influence du parti de classe — n'existent pas, mais encore que ses conditions *objectives*, c'est-à-dire l'acuité des contrastes sociaux, la mobilisation massive des ouvriers, etc., font également défaut.

En réalité, l'alternative de mai-juin n'était pas : *révolution ou non*, mais : grève victorieuse ou grève trahie ; étant bien entendu que la victoire de la grève supposait son orientation générale de classe : revendications unitaires et non tractions séparées, manifestations de rues et non encasernement des ouvriers dans les entreprises ; toutes positions que l'opportunisme syndical combattait avec la plus grande énergie.

Telle est d'ailleurs l'alternative que nous avons posée aux ouvriers en mai, partout où notre parti a pu le faire : aussi modestes que fussent ses forces, il ne pouvait pas ne pas y consacrer le meilleur de ses efforts. Mais nous savions bien qu'il s'agissait d'une propagande, d'un combat, d'une alternative en quelque sorte « théorique », dans la mesure même où sa plus minime chance de succès supposait déjà l'élimination ou la réduction de l'influence de l'opportunisme dans certains secteurs déterminés.

Le rôle du parti de classe est donc décisif, non seulement dans la phase de l'assaut révolutionnaire final — comme l'admettent aussi les gauchistes — mais également dans toute phase de lutte immédiate en tant que préparation de la classe à cet assaut final. Aussi longtemps que le parti, armé du programme communiste, ne peut se manifester comme force déterminante dans les luttes immédiates des ouvriers, non seulement l'hypothèse de la « révolution possible » est absurde, mais encore la *simple grève* ne peut réaliser cette expérience qui, même en cas d'insuccès de la lutte revendicative, constitue une prémisses de renforcement ultérieur de tout le mouvement.

### La liquidation par l'opportunisme des traces de mai-juin

Sur la base de cette appréciation générale, le recul de l'agitation sociale déclenchée par mai-juin était prévisible. Un certain délai fut pourtant nécessaire pour que les grèves retournent à leurs dimensions antérieures et pour que le P.C.F. et la C.G.T. puissent reconquérir leur autorité morale et politique un moment entamée. Ces derniers durent d'abord faire face à une période d'isolement et de discrédit aux yeux de toute une fraction de la classe ouvrière ; affronter ensuite l'aggravation des conditions économiques et les conséquences de la crise monétaire sur le montant des salaires tout en étouffant toute velléité de radicalisation à la base ; sacrifier enfin les revendications économiques à deux campagnes électorales successives, seule issue possible, pour l'opportunisme, à une situation dans laquelle il était coincé entre l'intransigeance gouvernementale et les risques d'indiscipline « à la base ».

Sensible de juillet 1968 aux premiers mois de 1969, l'isolement de la C.G.T. à l'égard des ouvriers est dû au mécontentement de certaines catégories qui n'ont pas oublié l'attitude infâme des dirigeants syndicaux en juin et qui refusent désormais systématiquement d'obéir à leurs mots d'ordre tandis que, par ailleurs, ils déclanchent des « grèves sauvages » non reconnues par les syndicats. Cette hostilité ouvrière à l'égard de l'opportunisme ne va pourtant pas jusqu'à la rupture et ne se traduit pratiquement dans les secteurs intéressés — particulièrement la métallurgie parisienne — que par un déplacement de voix aux élections professionnelles en faveur de la C.F.D.T. Par ailleurs, sur le plan politique, l'intervention russe en Tchécoslovaquie aggrave cet isolement, cette fois du côté

(Suite page 4)

## programme communiste

Revue théorique du Parti communiste international

AU SOMMAIRE :

- PARTI ET ORGANISATIONS DE CLASSE DANS LA TRADITION DE LA GAUCHE COMMUNISTE
- LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921-1924)
- LA METHODE DU " CAPITAL "

Le numéro : 4 F

Commandes au " prolétaire "

# REUNION GENERALE DU PARTI

(Suite de la page 3)

des centrales syndicales concurrentes ; mais elle n'apporte aucune clarification aux yeux des ouvriers.

Le fiasco de la « journée d'action du 12 février » organisée par la C.G.T., confirme que le vide s'est fait autour de la grande centrale syndicale. La cause de cette « action » réside dans le refus du gouvernement de prendre en considération les revendications que les syndicats entendaient présenter à la conférence de la rue de Tilsit prévue pour « faire le point » de la situation salaires-prix. Mais il est visible que la C.G.T. n'entend absolument pas déclancher un mouvement général, mais lance seulement cet appel dans le but de récupérer son prestige perdu : aucune préparation n'est faite, aucune directive n'est donnée. Le tout se limite à quelques arrêts de travail d'un quart d'heure, à quelques meetings. Il est significatif que, chez Renault, il ne se passe à peu près rien.

Pour surmonter cet isolement, tout l'appareil de la C.G.T. se lance alors dans une « campagne d'explication ». Il s'agit d'accréditer une version entièrement « revue et corrigée » des événements de mai-juin et tendant à prouver que cette grande grève a été le fruit d'une préparation minutieuse de la C.G.T. effectuée par une multitude de mouvements partiels et limités, et que la grande centrale opportuniste est la seule organisation sérieuse face aux « provocateurs » qui voudraient jeter la classe ouvrière « dans l'aventure ».

Le fait que cette falsification éhontée des faits trouve audience auprès des ouvriers et ne suscite pas de protestations importantes montre les limites strictes auxquelles s'est arrêtée, en mai-juin, l'expérience que ces ouvriers ont pu faire de la trahison de leurs propres chefs. Divers facteurs peuvent expliquer cet état de chose, mais les plus probables sont les suivants. Avant tout le rôle joué par les militants syndicaux de base de la C.G.T. durant l'extension de la grève : ce furent ces militants qui prirent d'eux-mêmes l'initiative de radicaliser la situation en occupant les usines. Mais ce rôle des militants de base accrédité par ailleurs l'idée que la C.G.T. a voulu la grève. Ensuite, le fait le plus suggestif de la grève, c'est-à-dire la manœuvre du secrétaire général Séguéy qui, venu chez Renault pour proposer aux ouvriers la reprise du travail après le « protocole » de Grenelle, fut contraint de se rétracter devant leurs protestations, est littéralement ignoré de la grande masse des adhérents au syndicat. Et ce d'autant plus que le communiqué de la Commission exécutive de la C.G.T. du 28 mai déclare, falsifiant outrageusement les faits, que les représentants syndicaux à Grenelle ont seulement signé une liste de « propositions patronales » sans leur donner leur appui. Ainsi, le coup de théâtre le plus révélateur de la trahison de la grève générale par les bonzes est, en fin de compte, passé inaperçu. Enfin, d'autres raisons, comme l'afflux dans les syndicats, après mai, de nombreux nouveaux membres (350.000 à la C.G.T., 150.000 à la C.F.D.T.) sans aucune formation ni expérience, l'isolement des minorités ouvrières les plus combattives, l'absence de toute clarification de classe de la part des gauchistes, contribuent à renverser totalement la véritable signification des événements : la liquidation de la grève à la faveur d'accords séparés sera considérée comme un fait positif, comme une preuve du sérieux de la

C. G. T. ; la violence sociale qui, seule, a réussi à tirer la classe ouvrière de sa torpeur sera stigmatisée comme provocation à la solde du gaullisme.

La propagande de la C. G. T. s'efforce également d'exalter l'importance des augmentations salariales obtenues à la suite de la grande grève ; elle affirme que ces « conquêtes » seront âprement défendues et que les dispositions juridiques ultérieurement adoptées par le Parlement, ainsi que les nouveaux accords conclus entre patronat et syndicats, témoignent d'un nouveau rapport de forces favorable aux ouvriers. Par exemple l'exercice du droit syndical dans l'entreprise, que ministres et patrons déclarent ouvertement être une arme contre les grèves, est célébré par la C.G.T. comme le « résultat le plus considérable » de mai-juin. Ou encore les accords sur la « garantie de l'emploi », sans portée réelle contre les menaces de chômage, sont vantés sur le même mode alors qu'ils constituent déjà une capitulation par rapport à une promesse solennelle du 36<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T. : « pas de licenciement sans reclassement décent ».

En dépit de toute cette propagande, la C.G.T. ne « reprendra en mains » les ouvriers qu'à la faveur de l'agitation lancée par les syndicats après l'échec de la rencontre de la rue de Tilsit. Le fait marquant du premier trimestre 1969, c'est effectivement l'augmentation des prix qui réduit de moitié les améliorations de salaires concédées après mai. C'est un fait que la C. G. T., plus particulièrement, ne peut laisser passer sans riposte, sous peine de renoncer aux promesses qu'elle a faites, sur la fin de la grève, d'obtenir du gouvernement la garantie, par la voie légale des « consultations » et des « conférences », des « avantages » économiques conquis par les ouvriers. Toutefois « l'énergique riposte » que la C. G. T., avant même l'ouverture de la conférence de Tilsit, promettait aux ouvriers en face de l'intransigeance gouvernementale déjà affirmée, ne pouvait être qu'un simulacre : les bonzes connaissent par avance cette intransigeance et étaient bien décidés à ne pas l'affronter sur le terrain de la lutte réelle. L'organisation même de la protestation ouvrière trahit leur volonté de capituler avant même de lutter : au soir de la grève du 11 mars, refus de politiser les manifestations ouvrières, dispositions rigoureuses prises par le service d'ordre syndical contre les « excès gauchistes » et, surtout, proposition par Séguéy, le soir même de la manifestation, de « reprendre les discussions interrompues ».

Cette grève sans suite du 11 mars sera la dernière grande manifestation ouvrière de 1968-1969. Tout de suite après commence en effet la campagne électorale du « référendum », De Gaulle ayant décidé de « consulter le pays » sur la réforme qu'il propose : la « régionalisation ». La journée du 11 mars se termine donc en queue de poisson, puisque le gouvernement refuse de revenir sur ses décisions et que les syndicats sont fermement décidés à ne pas mécontenter la clientèle électorale de la gauche démocratique par des manifestations ouvrières : préoccupation qui les conduit à décommander le « cortège monstre » prévu pour célébrer le 1er Mai. Si le « référendum » fournit une nouvelle fois à l'opportunisme le moyen de noyer les revendications ouvrières dans la foire électorale, il le place pourtant dans une situation politique délicate. De Gaulle, désavoué par un « non » majoritaire, se retire et une seconde campagne s'ouvre pour des élections présidentielles. Or le P.C.F., abandonné par les sociaux-démocrates s'allignant sur une solution de rechange centriste du gaullisme, est contraint de désigner et de maintenir son propre candidat, ce qui permet la victoire électorale de Pompidou et le maintien au pouvoir du même parti du grand capital.

Cette fin piteuse illustre le

destin inexorable de l'opportunisme moderne contraint de trahir la lutte des ouvriers sans même pouvoir leur offrir une apparence de succès quant aux promesses réformistes qu'il leur prodigue. En fait, il ne reste plus rien à ce moment des perspectives développées par lui depuis des années devant les masses : à « l'union des forces de gauche », la cynique défection des socialistes a donné le coup de grâce ; aux espérances du « front unique syndical » ont répondu le vide autour de la C.G.T., le soutien de la C.F.D.T. au centriste Poher, la défection de F.O. ; au programme du « bien-être pour tous », à la prétention de concilier production et salaires, grandeur nationale et progrès social, s'opposent la dévaluation du franc, les sacrifices, l'austérité.

(à suivre)

## Les communistes et les nationalisations

« Enlever aux trusts les moyens de production et de transport pour les transmettre à la " nation ", c'est-à-dire à l'Etat bourgeois, c'est-à-dire au plus puissant et au plus avide des trusts capitalistes, c'est non pas enrayer le mal, mais en faire une loi commune » (extrait des Thèses adoptées par le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Moscou 1920).

« Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes (et aujourd'hui les partis soi-disant communistes, NdR), c'est encore tromper les masses populaires. Les Centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction " systématique " de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire » (extrait des Thèses adoptées par le III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Moscou 1921).

## Un seul but réaliste : LA RÉVOLUTION

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

me démocratique, anglo-américaine, française ou russe, que dans sa forme fasciste, italienne, allemande ou japonaise.

Les Américains d'aujourd'hui ont pris dans la vindicte populaire la place des Allemands d'hier. Ceux là mêmes qui les appelaient à l'aide pour chasser « le bête exécuté » les traitent maintenant d'assassins et leur hurlent « Go home ! ». Hier « libérateurs », les U. S. A. sont impérialistes aujourd'hui aux yeux de tout un chacun. Il est devenu banal également de reconnaître que la Russie est elle aussi impérialiste : la plupart des partis « communistes » ont dû « réprouver » l'intervention soviétique en Tchecoslovaquie, tandis que les Chinois, muets sur l'attitude hostile de Moscou à leur égard aussi longtemps que les intérêts des deux Etats coïncidaient, se décident aujourd'hui à révéler quel traitement, pire que celui que les Américains réservaient à la Chine, lui a été infligé par la Russie.

Au moment où l'Europe centrale et balkanique était gagnée au régime des « démocraties populaires », l'opportunisme stalinien avait affirmé que l'unité de ce soi-disant « camp socialiste » et son extension au quart du globe rendaient la révolution superflue et la guerre impossible : l'impérialisme, toujours plus faible, était désormais incapable d'agir. Nous ripostions alors qu'un tel camp n'avait rien de socialiste. Le socialisme ne se « construit » pas dans un seul pays et sur la base du salariat, de la production marchande et de l'autonomie des entreprises comme en Russie. De plus, les « pays frères » n'ont même pas vécu une révolution sociale comme la Russie dégénérée de Staline. Les pays du « bloc soviétique » ne restent ainsi que pour autant que leurs intérêts respectifs coïncident ; ils s'opposent les uns aux autres, comme le font les Etats bourgeois, dès que leurs intérêts nationaux entrent en conflit. Les ouvriers ne peuvent attendre d'eux aucune aide pour leur libération ; bien au contraire, les ouvriers enfermés dans les frontières des pays soi-disant « socialistes » devront, comme leurs frères d'Occident, se révolter contre leurs véritables patrons et oppresseurs qui se dissimulent sous l'étiquette du « socialisme » national et instaurer contre eux le socialisme.

Nous avions donc prévu la dislocation du « camp socialiste » actuellement en cours et qui transforme les « frères » d'hier en ennemis d'aujourd'hui. Il apparaît clairement que la Russie s'entend bien mieux avec les Etats-Unis qu'avec la Chine et que si les Chinois ne sont pas d'accord avec les Russes, ce n'est nullement parce qu'ils seraient plus « socialistes » qu'eux, mais parce que leurs intérêts d'Etat les opposent à toutes les grandes puissances déjà nantes. Qui songerait encore à prétendre que la classe ouvrière peut attendre sa libération d'un « camp socialiste » le plus souvent d'accord avec l'impérialisme déclaré ou qui ne le chicane que pour de sordides querelles de boutiques politiques ?

Les « voies nationales et pacifiques » du socialisme datent aussi de vingt-cinq ans ; Thorez en fut le précurseur méconnu, lui qui prétendait le premier que le socialisme pourrait être réalisé par les élections. Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde montre que par cette voie il n'est même pas possible de défendre le beefsteak quotidien.

Où les ouvriers organisent leur propre violence, ou ils subissent celle du patron : il n'y a pas d'autre voie.

« Reconstruire l'industrie », tel était le mot d'ordre de tous les partis « communistes » à la fin de la seconde guerre mondiale. Il appartenait au prolétariat, « classe montante de la nation », d'être au premier rang pour la restauration du « patrimoine national ». Les ouvriers acceptèrent, pour s'apercevoir ensuite que l'industrie, tout comme le reste de la richesse bourgeoise, n'était nullement patrimoine commun à toutes les classes de la société, mais bel et bien patrimoine des seuls capitalistes, dont la fonction, protégée par l'Etat « démocratique » né de la « Libération nationale », est de satisfaire une soif inextinguible de sueur prolétarienne. « Produire d'abord, revendiquer ensuite », avait-on dit aux ouvriers. Mais lorsque ce fut le moment de revendiquer, les ouvriers trouvèrent en face d'eux les C.R.S. et tout l'appareil répressif remis sur pied avec la bénédiction des « communistes » participant au gouvernement !

On leur avait également promis que, grâce à la démocratie retrouvée, ils pourraient conquérir des améliorations croissantes de leurs conditions de vie.

La réalité, ce furent les licenciements, les salaires bloqués (ou augmentant toujours moins vite que le coût de la vie), la durée de la journée de travail maintenue aux limites de l'épuisement nerveux tandis que les cadences s'accéléraient sans cesse, la menace du chômage, de la déqualification, bref le démenti le plus amer des promesses de « lendemains meilleurs ».

\*\*

Voilà, pour l'essentiel, le bilan du quart de siècle écoulé. C'est d'abord, pour toute une génération ouvrière, la cuine des illusions bâties sur la négation des principes communistes et de l'expérience historique du prolétariat : ceux qui, dans la fougue de leurs vingt ans, en 1944, ont cru sauver la « liberté » et les « chances de progrès » de la société, n'ont fait que reforger les chaînes de l'Etat capitaliste qui, fasciste ou démocratique, n'a d'autre fonction que d'opprimer les classes exploitées. Mais c'est aussi la ruine de la « perspective » des opportunistes qui avaient appris, à l'école de Lénine, que démocratie égale dictature du capital, prospérité bourgeoise signifie surexploita-

tion ouvrière, paix capitaliste préparation d'une nouvelle guerre, mais qui n'en ont pas moins consenti à dire le contraire aux ouvriers, à leur promettre exactement l'opposé de ce que promettait la dynamique implacable de l'impérialisme.

Combien de fois ces opportunistes, grâce à leur supériorité numérique écrasante et à leur prestige alors incontesté, n'ont-ils pas voulu ridiculiser nos critiques, nous traitant de déments politiques parce que nous nous obstinions à tenir le langage qui était autrefois le leur ? Combien de fois ont-ils cru nous clouer le bec, à nous les « utopistes », en nous assénant leurs arguments « réalistes », leurs « situations concrètes » ?

Aujourd'hui, alors qu'ils ont transformé le mouvement prolétarien en un champ de décombres, alors que plus rien n'est resté debout de la perspective au nom de laquelle ils ont renié leur ancienne foi révolutionnaire, nous avons le droit de leur crier, devant toute la classe ouvrière : où donc était le réalisme ? Où donc était la folie ? Les utopistes étaient-ils parmi ceux qui prévoyaient, avec la prolongation du capitalisme, de nouvelles misères, de nouvelles crises et de nouvelles guerres, ou parmi ceux qui, en échange de quelques places de députés et de quelques marques d'honneur de la part des bourgeois acceptaient de considérer la lutte des classes comme terminée ?

De nouvelles générations ouvrières entrent sur la scène politique, qui n'ont pas été ensanglantées par la collaboration patriotique, souillées par le sang des prolétaires démocratiquement trucidés sur les champs de bataille de la guerre impérialiste et qui ont les yeux ouverts pour prendre connaissance du bilan : la perspective de l'opportunisme s'écroule, seule celle des révolutionnaires est toujours debout !

Réduits à une poignée par le contre-révolution stalinienne, aussi fatale à la théorie et au programme prolétariens qu'aux militants bolcheviques qu'elle a exterminés, nous l'avons conservée intacte, sans abaisser notre drapeau devant les mythes du progressisme, du pacifisme, de la démocratie bourgeoise et de la nation, sans jamais cacher que seuls le renversement de la l'Etat bourgeois, démocratique ou fasciste, et l'instauration de la dictature mondiale du prolétariat peuvent permettre l'avènement de la société socialiste.

## LES GRANDES MANGEVRES POLICIERES

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Mais le prolétariat ? M. Marcellin n'ignore sans doute pas qu'avec lui la répression a souvent l'effet contraire de celui qu'on escompte et qu'elle peut en particulier politiser un mouvement jusque là purement revendicatif. S'il a déployé malgré tout son appareil policier, c'est qu'il sait pouvoir compter sur un allié hors pair : l'opportunisme « communiste » qui continue de contrôler dans l'ensemble le prolétariat, même si le déroulement des mouvements revendicatifs actuels marque le début d'un changement en profondeur.

N'est-il pas hautement symbolique, en effet, que M. Ducloux, député P. C. F., stigmatisant à l'Assemblée la répression du 15 novembre, se soit écrié : « Ce sont de telles méthodes, c'est le déploiement de forces étalé samedi, c'est l'utilisation de bulldozers contre les sous-stations E.D.F. hier, qui troublent l'ordre public, l'ordre républicain et qui défigurent le visage de la France à l'étranger. » Comment mieux dire que le P. C. F., lui, est bien le véritable défenseur de l' « ordre républicain » ? Et n'est-il pas aussi hautement significatif que, le samedi 15, les défilés encadrés par le P. C. F. aient pu se faire sans heurt avec la police ?

L'opportunisme est vraiment le meilleur défenseur de l'ordre bourgeois contre les ouvriers, parce qu'il agit de l'intérieur. C'est aussi la dernière carte de l'Etat capitaliste : une fois jouée, il ne lui restera plus, en effet, que les forces policières qu'il prépare aujourd'hui avec tellement de zèle.

Les lecteurs de CAEN, LE HAVRE, ROUEN, ANGERS, LE MANS, LYON, SAINT-ETIENNE, AIX-EN-PROVENCE, ARLES, TOULON, désirant prendre contact avec nos militants peuvent le faire en écrivant au " PROLETAIRE ", B. P. 375, MARSEILLE - COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir les dates et lieux de nos permanences.